

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 21/04/3.6

SEANCE DU 7 AVRIL 2021
L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN ET LE SEPT AVRIL à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	26	6	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Benoit ADET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Christine DEL NERO, (représenté par Monsieur le Maire)
Patrick APARICIO, (représenté par Michel THUILIER)
Katell LE BLEIZ, (représentée par Nicole BERNARDINI)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Dominique RIGHI)
Julien ROCCHIA, (représenté par Laetitia QUILICI)
Anaïs HATRET, (représentée par Michel OLLAGNIER)

ABSENTS :

Ombeline LOMPRE

Secrétaire de séance : Benoit ADET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : NON	<u>POUR</u> : 30	<u>CONTRE(S)</u> : 2
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S) et NUL(S) :</u>	

OBJET : Budget principal : vote du budget primitif 2021

Monsieur le Maire propose à l'assemblée le projet de budget primitif pour l'exercice 2021 concernant le budget principal.

Ce budget est, en tous points, fidèle aux orientations budgétaires présentées ce 8 mars 2021, sur l'ambition, les volumes budgétaires et les axes prioritaires proposés.

Ce budget s'inscrit toujours dans un contexte d'incertitudes fondé sur quelques inconnues :

- Le poids des flux financiers entre la Métropole et la Ville : revoyure sur le transfert des compétences à la Métropole, révision de l'attribution de compensation relative aux ordures ménagères, participation financière de la Métropole au Grand Projet Urbain ...
- Les dotations et subventions servies par l'Etat à la commune :
 - La DETR et la DSIL qui semblent pouvoir aider la collectivité pour les opérations d'investissement avec le plan de relance proposé. Le soutien attendu relève d'une certaine espérance à ce jour
 - Les dotations et subventions servies par l'Etat à la commune :
- Le produit fiscal réformé avec un produit de Taxe d'Habitation compensé par une partie du produit du foncier bâti du Département.
- L'impact de la crise sanitaire sur les dimensions économiques et sociales avec un horizon quelque peu aléatoire pour notre budget.

C'est dans ce cadre que le budget proposé entend s'inscrire en parfaite concordance avec les orientations budgétaires de mars 2021 qui, schématiquement, œuvrent pour le début d'un programme d'investissements structurants très importants qui devrait couvrir la durée du mandat avec comme point d'orgue, la réalisation du Grand Projet Urbain.

Pour financer cette ambition majeure pour la collectivité, des objectifs sont mis corrélativement en place d'accompagnement du projet.

- La maîtrise des dépenses de fonctionnement avec une intégration progressive des coûts liés aux équipements créés et la préservation d'un service public de qualité.
- L'optimisation de la recherche de financements (dotations, subventions, ...) dans un cadre global qui reste prometteur mais difficile à concrétiser.
- La fluidité des flux financiers et des relations avec la Métropole tenant notamment au Grand Projet Urbain.
- La constance dans la maîtrise des niveaux de pression fiscale et d'endettement de la commune.

Ce process se veut vertueux en ce qu'il est indispensable à la satisfaction des objectifs tout en préservant à terme, une situation financière saine de la collectivité.

Le budget primitif 2021 confirme enfin, la stratégie récurrente de la commune pour mener à bien son important programme d'investissement par le recours, à la fois à de la maîtrise d'ouvrage directe comme à de la délégation de maîtrise d'ouvrage.

Pour 2021, l'équilibre budgétaire en section d'investissement de 21 600 000 € et en section de fonctionnement à 14 532 000 €.

	Budget primitif 2021	Mouvements réels		Mouvements d'ordre	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Section de FONCTIONNEMENT	14 532 000	10 632 000	13 432 000	3 900 000	1 100 000
Section d'INVESTISSEMENT	21 600 000	15 640 000	12 100 000	5 960 000	9 500 000
TOTAUX	36 132 000				

Comme lors de notre débat d'orientations budgétaires, il convient de pointer le niveau des dépenses d'investissement proposé qui correspond en dépenses d'équipement brut à plus de 14 900 000 € de réalisation (plus de 1 000 € / habitant). Cette ambition affichée devra être accompagnée d'un taux de réalisation 2021 optimisé.

Le budget peut être examiné section par section.

La Section de Fonctionnement

Équilibrée à 14 532 000 €, cette section affectée par la crise sanitaire en 2020 est essentielle à l'équilibre global du budget. La maîtrise en dépenses et son optimisation en recettes sont les clés d'un autofinancement performant des investissements.

Les dépenses de fonctionnement

Les autorisations budgétaires proposées sont réalisées en fonction de plusieurs postulats et selon une vision empirique :

- Les besoins exprimés par les services avec une certaine récurrence
- Les niveaux de dépenses réalisées en n-1
- L'impact de facteurs exogènes sur les dépenses (crise sanitaire, augmentation de la valeur des indices de rémunération, révision des tarifs facturés à la Ville, élections, ...)

C'est cette maîtrise des dépenses qui permet en 2021 de proposer un autofinancement prévisionnel de 3 300 000 € représentant 24,6 % des recettes réelles de fonctionnement. Ainsi, la Ville entend épargner 246 € en 2021 sur 1 000 € encaissés.

Chapitre par chapitre, les éléments sont appréciés :

Chapitre 011 :

Ce chapitre retrace l'ensemble des charges à caractère général. Il est posé à 2 734 000 € et concerne les achats et prestations de services pour l'essentiel. L'inscription budgétaire proposée est similaire ou presque à l'inscription budgétaire de 2020. Ce chapitre budgétaire en 2020 a été affecté à la baisse en termes de réalisation du fait de la crise sanitaire.

Chapitre 012 :

Les charges de personnel sont inscrites à un niveau de 5 910 000 €, soit une augmentation de 2,07 % par rapport à 2020. Chapitre majeur des dépenses de fonctionnement, il représente prévisionnellement 57 % des dépenses réelles inscrites. Ce poste est à la hausse structurellement et intègre encore des recrutements notamment pour le service Culturel ...

Chapitre 014 :

Ce chapitre est destiné en 2021 à payer un reliquat de pénalités SRU pour près de 80 000 €.

Chapitre 022 :

Ce chapitre de dépenses imprévues doit être doté, il représente en 2021 1,95 % des dépenses réelles de fonctionnement à hauteur de 202 000 €.

Chapitre 65 :

Ce chapitre doté à hauteur de 1 606 000 € enregistre les subventions versées aux associations et organismes privés mais aussi les indemnités servies aux élus. Il augmente par rapport à 2020 du fait du versement de subventions à hauteur de 275 000 € à des bailleurs sociaux (achat de droits de réservation).

Chapitre 66 :

L'inscription budgétaire à hauteur de 70 000 € confirme que la Ville n'emprunte plus et voit sa dette s'éteindre. C'est une garantie pour l'avenir.

Chapitre 67 :

Doté à hauteur de 30 000 €, il est constitué de dépenses dites exceptionnelles par nature imprévisibles.

Les recettes de fonctionnement

Ces recettes sont affectées à la baisse sur les niveaux de produit fiscal et de DGF.
Outre ces 2 informations majeures reçues tardivement, les flux financiers avec la Métropole sont enregistrés à ce niveau.

Chapitre 002 : 800 000 €

La commune souhaite conserver sur la section, une petite part de l'excédent de fonctionnement 2020 (800 000 € sur un excédent de 5 148 395,75 €).

Chapitre 013 : 80 000 €

Ce chapitre enregistre le remboursement des rémunérations reçues (emplois aidés, assurance statutaire).

Chapitre 042 : 300 000 €

Il s'agit d'une opération d'ordre qui enregistre les travaux en régie et l'amortissement des subventions.

Chapitre 70 : 767 000 €

Ce chapitre enregistre les produits des régies notamment du restaurant scolaire et de l'établissement multi-accueil. Ce chapitre stable en inscription budgétaire en 2021 a été affecté par la crise sanitaire en 2020.

Chapitre 73 : 10 395 000 €

Chapitre majeur qui représente plus de 77 % des recettes réelles de fonctionnement. Il concerne outre le produit fiscal, l'attribution de compensation versée par TPM pour 1 168 000 €, le produit des droits de mutation pour 952 000 € ou la taxe sur l'électricité pour 379 000 €. Concernant le produit fiscal, 2 impacts affectent la Ville du fait de l'application de la réforme par la suppression de la taxe d'habitation.

- Le taux du foncier bâti du Département est agrégé à celui de la Ville avec un versement dans un pot commun national du surplus de produit calculé (- 1 121 864 €).
- La base du foncier bâti est diminuée de 857 021 € enlevant un produit important à la Ville qui ne serait pas exonéré.

Chapitre 74 : 1 374 000 €

Ce chapitre qui représente 10,7 % des recettes réelles de fonctionnement (RRF) est en perpétuelle diminution du fait de la baisse des dotations et compensations servies par l'Etat à la commune (DGF). Il représentait près de 20 %, il y a quelques années. La DGF est encore en baisse sensible en 2021 de - 10 % (- 40 000 €).

Chapitre 75 : 816 000 €

Ce chapitre enregistre pour l'essentiel les loyers perçus par la Ville. Il évolue favorablement.

Chapitre 77 : 60 000 €

Ce chapitre concerne les produits exceptionnels. Il reste estimatif et concerne des remboursements divers notamment dans le cadre de sinistres.

La Section d'Investissement

La section équilibrée à 21 600 000 € concerne plus de 14 900 000 € de dépenses d'équipement brut financées par des subventions à recevoir, de l'épargne consolidée et un emprunt d'équilibre.

Les dépenses d'investissement

L'important niveau des dépenses d'équipement brut résulte de l'ambition affichée sur le mandat. Sont concernés outre le Grand Projet Urbain, de nombreux projets initiés et en cours.

Les dépenses d'ordre, pour leur part, sont constituées pour l'essentiel, par l'enregistrement comptable en double écriture des avances et acomptes au bénéfice de notre maîtrise d'ouvrage déléguée (5 600 000 €).

Les principales dépenses d'équipement sont les suivantes :

- La réalisation du centre des Métiers d'art	800 000 €
- Les acquisitions diverses	420 000 €
- Le Grand Projet Urbain	3 000 000 €
- L'espace sportif et culturel de la Castellane	1 200 000 €
- La réalisation des logements sociaux	750 000 €
- L'acquisition de terrains	1 000 000 €
- L'acquisition de bâtiments	2 450 000 €
- L'entretien du patrimoine bâti communal	565 000 €
- La construction d'un 9 ^{ème} court au TMO	210 000 €

A cette liste non exhaustive s'ajoutent :

- L'attribution de compensation pour la voirie notamment, versée à TPM	693 000 €
- Un fonds de concours à la Métropole	750 000 €
- Les restes à réaliser de 2020 sur 2021	1 041 051,31 €

Ces dépenses importantes sont financées ainsi qu'il suit :

Les recettes d'investissement

Comme en 2020, la commune n'a pas inscrit de RAR en recettes d'investissements. Les recettes attendues et inscrites sont celles notifiées à cette date. Les dossiers instruits en 2021 seront enrôlés par décision modificative ou au prochain budget primitif.

Les subventions attendues : 2 439 000 €

La Région pour 861 000 €, ou encore le Département pour 542 000 € participent au financement de nos investissements. Les subventions attendues au titre du CRET ou de France RELANCE ne sont pas inscrites ...

Par ailleurs, un produit de cession de 800 000 € est attendu (cession à la Panagia).

Les autres recettes :

- Un FCTVA de 750 000 € est attendu
- Un produit de taxe d'aménagement à 263 652,05 € est prévu (partagé avec TPM)
- La commune capitalise en recettes d'investissement 4 348 395,75 € d'excédent de fonctionnement de 2020
- L'autofinancement prévisionnel dégagé en 2021 sur la section de fonctionnement est de 3 300 000 €
- Enfin, un emprunt d'équilibre de 1 150 000 € est prévu qui ne devrait pas être contracté (selon notre taux de réalisation des investissements).

L'exposé de l'ensemble des flux et autorisations budgétaires prévisionnels confirme les éléments d'appréciation de l'ambition pour la Ville portée et présentée au Débat d'Orientations Budgétaires. Si la tâche est complexe, elle apparaît essentielle à la mutation raisonnée et contrôlée de la commune et du cadre de vie de ses administrés.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le Débat d'Orientations Budgétaires réalisé le 8 mars 2021,

Considérant l'avis de la commission des Finances réunie le 29 mars 2021,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

APPROUVE le budget primitif 2021 du budget principal, voté chapitre par chapitre et arrêté à
21 600 000 € en section d'investissement et 14 532 000 € en section de fonctionnement.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

